



AgEcon SEARCH

RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Les études rurales en France

L. Levy-Strauss, Henri Mendras

Citer ce document / Cite this document :

Levy-Strauss L., Mendras Henri. Les études rurales en France. In: Économie rurale. N°103, 1974. A quoi servent les sociologues ruraux? pp. 3-12;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1974.2242>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1974_num_103_1_2242

Fichier pdf généré le 08/05/2018

Résumé

La sociologie rurale, en tant que discipline autonome, est assez récente, elle est d'ailleurs plutôt un «champ d'investigation pour toutes les sciences sociales», les sociologues ruraux travaillant aux côtés des historiens, géographes, ethnologues et démographes.

Une certaine expérience de sociétés extrêmement différentes des sociétés françaises, a permis de se rendre compte qu'à l'intérieur même des frontières de notre pays, subsistent des différences et des spécificités dignes d'être érigées en objet d'études.

Le mouvement actuel de « retour à la nature » et la préoccupation pour l'environnement, le rôle révolutionnaire des paysanneries du tiers monde, l'agitation des campagnes occidentales, les déboires des agriculteurs socialistes... font redécouvrir le rôle historique de la paysannerie, souvent négligé avant les années 50.

Une brève revue des tendances les plus significatives qui animent les recherches des ruralistes français, montre la diversité des approches et des problématiques, double reflet de l'extrême diversité des situations paysannes en France et de la vivacité des sciences sociales françaises.

Abstract

Rural studies in France - Rural sociology as an independent subject is of recent date and tends to be a field of investigation for all the social sciences' - the rural sociologists working side by side with historians, geographers, ethnologists and demographers.

Experience of societies very different from those in France enables us to realise that even in our own country there remain differences and particularities worth investigation.

The present trend towards a 'return to nature' and the preoccupation with the environment, the revolutionary role of the peasant populations of the third world, unrest in farming communities in the West, the failures of socialist agriculture... give rise to a renewed interest in the historical role of the peasants, a subject often neglected before the fifties.

A brief outline of the most significant tendencies of the research carried out by French rural sociologists shows the great diversity of their attitudes and methodology, reflecting both the fact that farming societies in France are very, diverse and that the social sciences in France are flourishing.

LES ETUDES RURALES EN FRANCE

par Laurent LEVI-STRAUSS et Henri MENDRAS

Groupe d'Etudes sociologiques, Faculté de Droit de Nanterre.

La sociologie rurale, en tant que discipline autonome, est assez récente, elle est d'ailleurs plutôt un « champ d'investigation pour toutes les sciences sociales », les sociologues ruraux travaillant aux côtés des historiens, géographes, ethnologues et démographes.

Une certaine expérience de sociétés extrêmement différentes des sociétés françaises, a permis de se rendre compte qu'à l'intérieur même des frontières de notre pays, subsistent des différences et des spécificités dignes d'être érigées en objet d'études.

Le mouvement actuel de « retour à la nature » et la préoccupation pour l'environnement, le rôle révolutionnaire des paysannes du tiers monde, l'agitation des campagnes occidentales, les déboires des agriculteurs socialistes... font redécouvrir le rôle historique de la paysannerie, souvent négligé avant les années 50.

Une brève revue des tendances les plus significatives qui animent les recherches des ruralistes français, montre la diversité des approches et des problématiques, double reflet de l'extrême diversité des situations paysannes en France et de la vivacité des sciences sociales françaises.

RURAL STUDIES IN FRANCE

Rural sociology as an independent subject is of recent date and tends to be a field of investigation for all the social sciences' - the rural sociologists working side by side with historians, geographers, ethnologists and demographers.

Experience of societies very different from those in France enables us to realise that even in our own country there remain differences and particularities worth investigation.

The present trend towards a 'return to nature' and the preoccupation with the environment, the revolutionary role of the peasant populations of the third world, unrest in farming communities in the West, the failures of socialist agriculture... give rise to a renewed interest in the historical role of the peasants, a subject often neglected before the fifties.

A brief outline of the most significant tendencies of the research carried out by French rural sociologists shows the great diversity of their attitudes and methodology, reflecting both the fact that farming societies in France are very diverse and that the social sciences in France are flourishing.

I - PRESENTATION D'ENSEMBLE

Il y a, semble-t-il, paradoxe à ne pas trouver en France, pays de paysans s'il en est et patrie d'Auguste Comte et de Durkheim, une tradition de sociologie rurale, comme on en trouve en Roumanie, en Pologne ou aux Etats-Unis. Certes, " le ménage des champs " est depuis longtemps soumis à la perspicacité des observateurs, notables campagnards, agronomes savants ou écrivains de plus ou moins grande célébrité : d'Olivier de Serres à Jean Giono, en passant par Mathieu de Dombasles, la cohorte des ruralistes français est aussi nombreuse que brillante. En revanche la science sociale française, à l'exception de Le Play au siècle dernier, ne s'est guère attachée à l'analyse des choses rustiques, trop proches sans doute pour attirer l'attention des ethnologues, trop banales pour mériter les réflexions des philosophes, trop traditionnelles pour intéresser les économistes.

La sociologie durkheimienne ne s'est jamais voulue discipline isolée, mais tout au contraire méthode ou simplement attitude à l'égard des phénomènes

humains, si bien que l'assouplissement de la recherche sociologique entre les deux guerres n'a pas empêché la pénétration de l'esprit sociologique dans les disciplines françaises plus traditionnelles que sont l'histoire et la géographie. Cette bouture, remarquablement féconde, a donné, entre autres, l'école française de " géographie humaine " et l'école historique des *Annales*. Et c'est peut-être dans le domaine rural que les fruits ont été les plus originaux, les plus neufs et les plus " sociologiques " : en France tous les ruralistes, de quelque discipline qu'ils se réclament, sont tous, peu ou prou, disciples de Marc Bloch et de Vidal de la Blache.

Il fallut attendre le deuxième après-guerre pour voir la sociologie française renaître sous l'influence de la sociologie américaine, influence bientôt reniée, mais toujours présente. Alors, peu à peu, des chercheurs venus d'horizons différents ont mis en chantier une sociologie rurale qui s'est refusée à être une discipline autonome, pour s'affirmer " champs d'investigation pour toutes les sciences sociales ".

Parallèlement, le développement rapide et brillant de l'ethnologie au sens où nous l'entendons aujourd'hui, a fait porter un nouveau regard sur les campagnes. Une certaine expérience des sociétés les plus différentes des nôtres a permis de mieux se rendre compte qu'à l'intérieur même des frontières nationales, au sein de ce qui pouvait paraître le plus profondément "français", subsistaient des différences et des spécificités dignes d'être érigées en objets d'étude. Et par une juste réciprocité, géographes, sociologues et historiens sont partis pour étudier des pays lointains.

Par ailleurs, la révolution technique et économique de l'agriculture s'est imposée aux agronomes et aux économistes avec une telle vigueur que l'économie rurale en a été complètement transformée jusqu'à donner naissance à une véritable profession formée de spécialistes nombreux et divers, liés à l'action des pouvoirs publics et des milieux agricoles. Michel Augé-Laribé, fondateur de la Société Française d'Economie Rurale en 1947, ancien secrétaire général de la Confédération des Associations agricoles, puis directeur au Ministère de l'Agriculture, auteur d'ouvrages fondamentaux sur la politique agricole et l'économie rurale, a incarné un modèle de carrière toujours répandu. Aussi, l'économie rurale s'étant développée au Ministère de l'Agriculture, à l'INRA et dans les Ecoles d'Agriculture, elle est demeurée en majeure partie l'affaire des agronomes sans guère de relations avec l'ensemble des économistes. Dans les universités, l'économie rurale ne compte que très peu de spécialistes.

Sur ce point, le contraste est complet avec la sociologie rurale qui entretient un dialogue permanent avec les disciplines voisines, histoire, géographie, ethnologie, science politique ; mais en revanche n'a guère de liens avec le Ministère de l'Agri-

culture, les écoles d'Agriculture, l'Institut National de la Recherche Agronomique (INRA) et les organisations agricoles : il n'y a qu'un seul professeur de sociologie rurale dans tout le haut enseignement agricole et quelques chercheurs à l'INRA. Le Ministère et les organisations agricoles ont commandé de nombreuses enquêtes aux bureaux d'études privées mais n'ont pas eu recours aux chercheurs "universitaires", notamment en ce qui concerne les études d'aménagement du territoire. Cette coupure entre recherche fondamentale et application a eu sur l'orientation de la recherche sociologique une influence aussi décisive que la pression des agriculteurs sur les orientations des économistes.

A cette esquisse introductive manquerait un trait essentiel s'il n'était dit qu'en France, jusqu'à une date très récente, ceux qui s'intéressaient à l'étude des paysans étaient généralement de tempérament plutôt conservateur. Ainsi s'explique sans doute le peu d'intérêt des sociologues, majoritairement de gauche, pour un champ d'étude trop lié au conservatisme social, si ce n'est pour y rechercher un faire-valoir dans l'étude de la ville et de l'industrie.

Si l'idéologie "paysanniste" qui animait certains chercheurs de l'entre-deux guerres a complètement disparu sur le plan explicite, bien qu'elle demeure implicitement chez la plupart des chercheurs, à quelque tendance politique qu'ils se rattachent, elle renaît sous une forme nouvelle avec le mouvement actuel de "retour à la nature" et la préoccupation pour l'environnement qui rassemblent de vieux courants traditionalistes et de nouveaux courants "gauchistes". Par ailleurs, le rôle révolutionnaire des paysanneries du tiers-monde, joint à l'agitation des campagnes occidentales et aux déboires des agriculteurs socialistes, a fait redécouvrir le rôle historique de la paysannerie, souvent négligé jusque-là.

II - HISTORIENS ET GEOGRAPHES

Le rôle des historiens dans le développement des études rurales en France est, nous l'avons dit, de tout premier plan. MM. Bloch, Le Fèvre et l'Ecole des *Annales* ont les premiers formulé une problématique générale d'étude de la paysannerie, que l'on retrouvera par la suite plus ou moins explicitement dans la plupart des études françaises. Rejetant l'histoire événementielle, ils ont su montrer que pour appréhender la totalité d'une société, il fallait se référer à l'ensemble de son système économique et social. A l'heure actuelle, deux hommes ont réussi à donner une formulation plus récente aux problèmes des sociétés rurales : Georges Duby et Etienne Juillard.

L'apport de G. Duby à la théorie de la paysannerie est sans conteste, pour le sociologue, le plus

important depuis M. Bloch. Cette véritable sociologie des sociétés rurales du Moyen-Age en analyse les composantes, les équilibres et les évolutions en termes de facteurs démographiques, technologiques, économiques et idéologiques, et aboutit à l'élaboration d'une théorie générale des rapports entre l'évolution de la paysannerie et l'ensemble de la société.

Pour sa part, E. Juillard a profondément marqué les études géographiques en essayant de dépasser l'analyse traditionnelle du rapport entre nature et société tel qu'il s'exprime dans le paysage. Prenant en compte à la fois les acquis de l'histoire et de la sociologie, il a été l'initiateur d'une "géographie sociale" qui, loin de se limiter au seul milieu rural, cherche à relier à l'intérieur d'une même région, la ville et la campagne.

Les rapports entre la ville et la campagne ont aussi retenu l'attention des sociologues, comme en témoigne l'ouvrage collectif dirigé par Georges Friedman. Depuis cet état de la question, Henri Lefèvre a fait dans son itinéraire intellectuel personnel ce passage du rural à l'urbain. Pour leur part, Placide Rambaud et Monique Vincienne ont étudié en Maurienne les conséquences de l'urbanisation sur le mode de vie des campagnes. A partir d'enquêtes, P. Rambaud et H. Desroches ont proposé une problématique de l'ensemble du phénomène, et ont esquissé, de manière réciproque, une tendance à la "villagisation" en Europe qui serait une sorte d'antidote à la "massification" de la société industrielle.

Par de nombreuses monographies régionales, historiens et géographes sont venus enrichir notre connaissance des sociétés rurales françaises. Parmi les historiens, on peut citer les travaux de Goubert sur le Beauvaisis au XVII^e siècle, Vigier sur le Dauphiné au XIX^e, Bois sur les paysans de l'Ouest. Le Roy Ladurie sur ceux du Languedoc, Aghuton sur les débuts de la République dans les Maures. Par ailleurs les historiens se sont aussi intéressés aux mouvements sociaux depuis la fin du Moyen-Age jusqu'à l'époque récente (Gratton).

La monographie régionale est l'instrument favori des géographes et nous disposons maintenant d'études sur beaucoup de régions françaises. Parmi les plus récentes et les plus proches des préoccupations sociologiques, on peut mentionner celle de R. Brunet sur l'Aquitaine et celle de Dugrand sur le Languedoc. Tous deux étudient en détail l'évolution des structures agraires au dix-neuvième siècle et le rôle essentiel des classes bourgeoises, urbaines et rurales dans leurs transformations. Par ailleurs, les revues géographiques fournissent chaque année une ample moisson d'études locales qui constituent une précieuse base descriptive pour toute étude sociologique.

Se fondant sur l'ensemble de ces études régionales, Philippe Ariès a esquissé une synthèse de l'histoire des populations françaises et de leurs attitudes à l'égard de la vie, dans un ouvrage qui ouvre de nombreuses voies de recherches pour tous les travaux en sciences sociales centrés sur la vie quotidienne et les mentalités.

Mais les investigations des géographes français n'ont pas été limitées à la France et ceux-ci ont été chercher outre-mer de nouveaux terrains où appliquer la problématique et les méthodes qui avaient fait leurs preuves en Europe. L'Afrique francophone a naturellement concentré plus d'efforts. Sauter et Péliissier, après avoir eux-mêmes publié d'imposantes études régionales, ont organisé à l'Organisation de la Recherche Scientifique dans les Territoires d'Outre Mer des équipes de jeunes géographes dont les travaux coordonnés commencent à porter leurs

fruits (numéro spécial d'**Etudes Rurales** sur les terroirs africains). D'autres régions du monde ont aussi attiré l'intérêt : Jacques Berque a étudié les structures sociales du Haut-Atlas, Weulersse la Syrie, F. Chevalier le Mexique, tandis qu'en Asie, P. Gourou, après une étude régionale sur les paysans du delta tonkinois, a écrit un ouvrage de première importance consacré aux rapports entre les paysans et la terre en Extrême-Orient, qui vient d'être réédité.

A côté des études régionales où les sources quantitatives sont utilisées pour des analyses qualitatives et globales d'une société, les études proprement quantitatives se sont développées à la suite de l'œuvre d'E. Labrousse. Ces études s'emploient à établir et à exploiter des séries historiques chiffrées : on peut en prendre un récent exemple avec l'étude des fluctuations du produit de la dîme, dirigée par Goy et Le Roy Ladurie.

Des recherches de démographie historique ont été mises en chantier à l'Institut National d'Etudes Démographiques (INED) par Louis Henry qui a élaboré une technique d'exploitation des archives paroissiales de l'ancien régime : plusieurs études de villages ont été réalisées selon ces principes. Le Centre de Démographie Historique, dirigé par Dupâquier, poursuit parallèlement ses recherches. Le récent numéro spécial des **Annales** consacré à la famille fait le point des études historiques, démographiques et ethnologiques sur ce sujet.

Enfin, une place peut être faite ici aux ethnographes et folkloristes qui collectent les coutumes, les contes, et tous les témoins de la vie culturelle traditionnelle. Le monumental manuel de Van Gennep, et les ouvrages de Saintyves et d'A. Dauzat sont des sources irremplaçables.

Varagnac a tenté une utilisation géographique des données folkloriques. Les dialectes ont été aussi étudiés et, depuis celui d'Edmont et Gilliéron, des Atlas régionaux ont été constitués.

Aussi considérable que soit l'apport des historiens et des géographes aux études rurales, leurs travaux se situant généralement soit dans le cadre séculaire du changement de toute une société, soit dans le contexte géographique d'une région ou d'une aire culturelle, ne peuvent toujours rendre compte du mode d'agencement des infrastructures économiques et du système social dans le cadre et dans le moment même où ils fonctionnent, c'est-à-dire au niveau local.

Or précisément, ce sont ces mécanismes que le sociologue ruraliste analyse dans le cadre du village, où il peut tenter une reconstitution globale de l'ensemble d'une société, allant ainsi à contre-courant de la tendance dominante actuellement dans les sciences sociales consistant à découper la réalité en tranches. Car, dans l'étude des sociétés paysannes, l'analyse minutieuse de chacun des aspects de la vie locale pris séparément importe moins que la

restitution de leur agencement réciproque et l'appréhension, sous forme d'un système global et cohérent, de l'ensemble des mécanismes de la vie économique et sociale. Cette double préoccupation de concilier les études des sociologues avec celles des

historiens et des géographes et de situer les enquêtes sociologiques dans la totalité d'une société locale est manifeste dans la synthèse faite par Henri Mendras dans *La Fin des Paysans*.

III - ETHNOLOGUES ET DEMOGRAPHES

Il n'est pas surprenant que le premier chercheur à avoir tenté après la guerre en France une monographie de village, se soit ensuite orienté, en ethnologue, vers l'étude des sociétés paysannes du Pakistan : en étudiant Nouville, L. Bernot avait montré que des groupes humains pourtant très proches avaient chacun leur originalité et que point n'était besoin de partir très loin pour saisir que, derrière l'unité d'une nation, subsistait, à un niveau micro-sociologique, une grande diversité des cultures. C'était également un des objectifs de L. Wylie, en menant une étude "culturaliste" d'un village en Vaucluse, puis celle d'un village de Vendée.

A la suite de ces travaux de pionniers, les études de villages connurent un développement impressionnant. Plodemet en Bretagne fut soumis à une exploration interdisciplinaire où médecins et démographes collaborèrent pendant cinq ans avec géographes, historiens, économistes et sociologues.

Divers comptes-rendus ont été publiés de cette entreprise originale, notamment par Edgar Morin. P. Rambaud, pour sa part, fournit une description approfondie de son village natal, Albiez-le-Vieux. Enfin, pour ne citer que les monographies ayant fait déjà l'objet d'une publication complète, signalons les études de deux historiens : l'une essentiellement démographique, consacrée à la Sologne par G. Bouchard, et l'autre, concernant le changement démographique, économique et social dans les Pyrénées, effectuée par A. Zink.

Jusqu'à ces dernières années, ces monographies, peu nombreuses, ne sont pas spécialisées : leur but consiste à rendre compte de l'ensemble des éléments de la vie locale, de manière descriptive et selon un plan qui, de l'une à l'autre, est toujours sensiblement identique : on part des "cadres" historiques, géographiques et démographiques, domaine où le chercheur français se sent à l'aise et assuré de sa problématique et de ses méthodes. Ensuite les chapitres consacrés à la vie économique et aux structures sociales ont plus ou moins d'importance selon les intérêts de l'auteur. Enfin vient l'étude de la vie politique et religieuse et des mentalités.

Cette ambition globale et cette démarche stéréotypée sont abandonnées depuis quelques années au profit de l'analyse en profondeur d'un aspect particulier resitué dans les divers aspects de la vie locale :

faits et informations ne sont plus collectés pour eux-mêmes, mais en tenant compte de leur valeur explicative du phénomène sur lequel la recherche est centrée. Cette orientation nouvelle répond à une double préoccupation. Beaucoup de jeunes chercheurs veulent quitter le travail résolument descriptif, de mise jusqu'à une date assez récente. La découverte du caractère particulier de la vie locale n'est plus pour eux une justification suffisante. Simultanément, en fonction de préoccupations théoriques, le tri de ce qui pose au sociologue un problème intéressant dans les sociétés villageoises, en raison soit de la spécificité du monde rural, soit de l'imminente disparition de certains phénomènes, commence à s'opérer.

D'un autre côté, un nouveau souci s'est fait jour : traiter le village comme un ensemble et disposer d'un nombre suffisant de cas étudiés dans la même perspective pour permettre une comparaison systématique entre les cas pris en tant que totalité et non plus élément par élément. Influencée à la fois par les problèmes posés par l'analyse "écologique" ou "contextuelle" et par la réflexion en termes de système, cette orientation nouvelle permet de reprendre une bonne partie des études précédentes.

Dans cette perspective, le Groupe de Sociologie Rurale du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) a entrepris une étude comparative du changement social sur un échantillon de collectivités rurales. Dans un premier temps, les études préparatoires à l'échantillonnage ont conduit à la publication d'un *Atlas de la France rurale*. Par la suite, dix cantons ont fait chacun l'objet d'une monographie, et les matériaux recueillis ont été soumis à une analyse comparative. Cette analyse a été publiée dans le Tome I de la série *Les Collectivités Rurales Françaises*. Un second volume de la collection comprendra les conclusions théoriques issues de la recherche, tandis que les problèmes techniques et méthodologiques seront abordés dans un troisième tome. Cet effort pour sortir de la monographie de village considérée comme un objet unique se poursuit dans trois directions : l'étude de nouveaux cas, villages ou petites régions ; la réanalyse de villages étudiés dans la première phase pour y mesurer les changements intervenus depuis lors, l'utilisation des monographies réalisées par d'autres chercheurs.

D'autre part le CNRS a organisé successivement deux recherches coopératives sur programme dirigées par G.-H. Rivière sur deux régions, l'Aubrac et le Châtillonnais. Ici encore, ethnologues, sociologues, économistes et agronomes ont collaboré aux deux entreprises. Trois volumes de l'enquête sur l'Aubrac ont déjà été publiés, tandis que les premières publications sur le Châtillonnais sont en cours, notamment dans **Etudes Rurales**.

Les études ethnologiques dirigées par I. Chiva ont approfondi, par une série d'articles (T. Jolas, M.-C. Pingaud et F. Zonabend) sur le village de Minot (Côte d'Or), les résultats acquis dans l'ensemble de la région ; elles témoignent de l'optique différente des chercheurs, formés à l'école de l'ethnologie, qui ont entrepris ces dernières années des études locales par le biais d'un problème particulier, notamment celui des liens de parenté. Le rôle de la parenté dans la vie sociale locale et l'exercice du pouvoir municipal ; les problèmes de délimitation des parentèles et de terminologie ; les rapports entre la parenté et le système économique (échanges et prestation de services), la structuration de l'espace social vécu ; les stratégies foncières et les stratégies matrimoniales, ont été abordés dans les études de M. Segalen en Normandie, de M. et M. Dion dans le Jura et de Cl. Karnoouh enfin dans un village lorrain.

L'autre direction qu'empruntent ces études est celle des mécanismes du pouvoir local. Comprendre à la fois les règles de fonctionnement du système du pouvoir local, le rôle de l'idéologie, de l'économie et de la parenté dans les luttes pour le pouvoir dans les sociétés villageoises, tel est le champ d'étude qu'ont abordé plusieurs chercheurs anglo-saxons dans notre pays : M. Kesselman, T. Clark, F. Bailey et certains de ses élèves. A la suite de ces études, une équipe du Groupe de Sociologie Rurale a entrepris une enquête générale sur les sources locales du pouvoir municipal et le degré d'autonomie relative des collectivités locales.

Si les ethnologues ont influencé les études de villages français, par un mouvement en retour les sociologues ont cherché à étudier outre-mer les pro-

blèmes qu'ils avaient étudiés chez eux. Sous la direction de G. Balandier, un faisceau d'analyses locales ont été menées par les chercheurs de l'ORSTOM sur le conflit entre tradition et modernité dans différentes régions d'Afrique et de Madagascar. Le premier, Althabe, a décrit l'oppression coloniale et néo-coloniale dont les paysans malgaches cherchaient à se libérer dans "l'imaginaire". Les études sur les villages "paysans" africains, par exemple de J.-Y. Martin sur les Matakams du Cameroun, fournissent des éléments de comparaison avec certaines études européennes.

D'autres chercheurs de l'ORSTOM et du CNRS s'intéressent également aux problèmes de conflits entre pouvoirs traditionnels et pouvoirs "modernes" (Lombard).

J. Cuisenier illustre lui aussi cette liaison étroite entre les études ethnologiques en France et hors de France par sa thèse qui porte sur les rapports entre système de parenté et système économique en Tunisie, en Turquie et en Yougoslavie, alors qu'il dirige par ailleurs des recherches analogues en France : il a été responsable de la partie socio-économique de l'enquête en Aubrac.

Ainsi par un double mouvement, les études locales se sont redéfinies. Tantôt les chercheurs ont voulu être sûrs de cerner l'ensemble des traits spécifiques de la collectivité, et de rendre compte de l'agencement de l'ensemble des éléments de son système social. Tantôt au contraire, ils ont limité la problématique de leur approche à un problème-clé particulier, qu'il s'agissait d'approfondir à la fois en lui-même et en relation avec tous les autres éléments du système social. Le nombre des études locales réalisées ces dernières années selon ces deux approches, tant sur la France que sur des pays d'outre-mer, a conduit à rassembler un matériau considérable qui n'a pas jusqu'à présent fait l'objet d'une analyse d'ensemble : il y a là de quoi ébaucher une théorie de la collectivité locale et de ses formes de sociabilité dans l'unité culturelle que représente la France, avec ses diversités fondamentales, par comparaison avec les travaux des ethnologues français et étrangers.

IV - ETUDES DE COMPORTEMENT

L'étude des comportements politiques et religieux est sans conteste l'un des plus beaux fleurons de la science politique et de la sociologie religieuse française depuis André Siegfried. La Fondation Nationale des Sciences Politiques poursuit un programme déjà ancien de géographie électorale et d'analyse des consultations électorales. Dans les dix dernières années de nouvelles monographies de départements ou de régions ont été publiées. F. Goguel a étudié les répercussions de la modernisation économique sur les comportements politiques dans

un échantillon de cantons dont plus de la moitié étaient ruraux. De même, les études de pratique religieuse ont connu un très brillant développement depuis les enquêtes pionnières de G. Le Bras. Les grandes orientations politiques recoupent l'intensité de la pratique religieuse pour dessiner une géographie des mentalités régionales dont les études historiques (par exemple Marcilhacy sur le Loiret) marquent l'ancienneté. Le Chanoine Boulard a stimulé des enquêtes diocésaines qui font ressortir les liens entre structures sociales et comportements

religieux et politiques, et les études locales mentionnées plus haut approfondissent dans la totalité d'une société villageoise l'agencement de ces différents éléments, ainsi que leurs transformations actuelles. L'ensemble de ces recherches a permis de délimiter de grandes régions politiques et religieuses dont la stabilité se confirme toujours derrière les remous des mouvements paysans et des réactions électorales passagères. Certains contrastes remontent à l'ancien régime et peut-être au Moyen Age et sont en tous cas déjà présents sur l'Atlas d'Angeville.

De l'ensemble de ces recherches, il ressort que les différences régionales sont plus fortes que les différences villes-campagnes : dans chaque région les villes présentent, à des nuances près, les mêmes caractéristiques que les campagnes environnantes (même orientation politique, même pratique coutumière de la religion, par exemple). A l'échelon national, les ruraux se répartissent à peu de chose près comme l'ensemble des Français sur l'éventail politique.

De même les enquêtes de l'INSEE portant sur les revenus et les consommations des ménages ont montré que les ménages ruraux se distribuaient sur une échelle aussi large que l'ensemble des Français : les agriculteurs ont en grande majorité des revenus nettement inférieurs à ceux des autres actifs, mais en contrepartie, ils disposent de ressources extra-agricoles qui rétablissent l'équilibre.

On ne peut évidemment ici faire le point de toutes les recherches sur l'ensemble des Français dans

lesquelles on oppose urbains et ruraux, elles sont innombrables. Par exemple, les sondages d'opinion publique fournissent un matériel considérable permettant de caractériser des opinions et des comportements du Français moyen. La revue **Sondage** a publié plusieurs numéros spéciaux sur les paysans (notamment " Les Agriculteurs Français : conditions de vie et opinions ", in ° 3 et 4, 1966, présenté par Marcel Jollivet). Par conséquent, on voit que sur tous les points il y a plus de différences parmi les ruraux qu'entre ceux-ci et le reste de la nation. Conclusion qui n'est pas sans remettre en cause des opinions reçues aussi bien que certaines approches de la sociologie rurale.

Quelques études ont porté aussi sur des institutions rurales et des mécanismes sociaux. Une équipe de sociologues de l'INRA, dirigée par C. Grignon à Paris et G. Jegouzo à Rennes, poursuit une série de recherches sur l'enseignement général et technique agricole et son rôle dans l'orientation professionnelle et sociale des enfants d'agriculteurs. Quelques recherches sont en cours sur les organisations agricoles (coopératives et syndicats) à l'échelon local, et un état des travaux a été établi par Paul Houée. Le Groupe de Sociologie Rurale du CNRS a mené une série d'enquêtes sur la diffusion des innovations techniques agricoles dans une série de petites régions (on en trouvera des comptes-rendus dans H. Mendras, **La fin des Paysans** et dans un livre que prépare M. Bodiguel). Par ailleurs, l'exode rural a fait l'objet de diverses études statistiques à l'échelon national ; des enquêtes locales sont en cours.

V - ECONOMIE RURALE ET POLITIQUE AGRICOLE

L'histoire de l'économie rurale française a été marquée par une double discontinuité épistémologique. Jusqu'au lendemain de la deuxième guerre mondiale, la tradition de l'économie rurale française était dominée par le souci de comprendre l'économie paysanne dans son originalité, et le refus corrélatif de la voir soumise aux règles de fonctionnement de l'économie industrielle. Elle n'échappait pas à l'apologie idéaliste de l'exploitation individuelle et du paysan parcellaire. Beaucoup d'agronomes insistaient sur les caractères particuliers de l'agriculture, qui doit être en accord avec les principes de la Nature, et réclame donc une exploitation " familiale " et donc également " naturelle ". La gestion du domaine familial doit être menée par l'exploitant en " bon père de famille ", soucieux du respect de la tradition ancestrale et de l'assurance de sa continuité. Ce courant idéologique se traduisait par une vision que la France a d'elle-même comme une nation équilibrée où le traditionalisme et la santé physique et morale des campagnes venaient compenser l'activité bouillonnante de villes en pleine mutation. R. Maspétiol est actuellement le représentant le plus

en vue de ce courant : son ouvrage, **L'Economie paysanne**, est exemplaire de cette attitude.

En opposition à cette tendance, dans les années 50, une nouvelle génération d'économistes affirma qu'il n'existait pas une économie rurale distincte de l'économie générale et que le secteur agricole n'était qu'un champ d'application comme un autre des règles et des lois générales de l'économie. Le recours aux techniques, telle la programmation linéaire et la transposition des normes de la comptabilité industrielle à l'exploitation agricole, ont complètement rénové l'économie rurale. J. Chombart de Lauwe a mis au point une technique d'analyse comptable des entreprises, et D.R. Bergmann, qui a dirigé de longues années les équipes de chercheurs de l'INRA, a stimulé les études méthodologiques de micro-économie pour mettre sur pied les principes du conseil de gestion aux agriculteurs. Depuis l'essai de L. Malassis, toutes ces recherches n'ont pas encore fait l'objet d'une nouvelle évaluation d'ensemble. S'appuyant sur l'ensemble de ces recherches, un petit livre fit grand bruit en annonçant que la conséquence inéluctable de ce mouvement de ra-

tionalisation de l'agriculture serait **Une France sans Paysan**, annonce à laquelle l'opinion agricole réagit très violemment.

Dix ans après, l'évolution a donné raison aux agriculteurs contre les prévisions des économistes. En effet, paradoxalement, le succès de l'effort pour "rationaliser" la production agricole ne conduisait pas à une réelle "industrialisation" de l'agriculture comme l'avaient escompté les économistes ruraux et les technocrates gestionnaires de la politique économique nationale.

Malgré le développement sans précédent du rôle du capital, la diminution massive de la population agricole et les progrès techniques très rapides, la structure familiale de l'entreprise agricole et la logique ultime de sa gestion demeuraient inchangées. Bien plus, au sein même des pays socialistes qui avaient pourtant suivi les voies préconisées par Marx et surtout par Lénine quant à l'industrialisation de l'agriculture, une large frange des exploitations paysannes continuait à survivre selon l'ordre ancien, apparemment sans trop souffrir de l'existence des grands complexes agro-industriels.

Se demandant pourquoi les prédictions de Marx et de Lénine sur l'industrialisation de l'agriculture n'étaient pas, un siècle plus tard, réalisées, des économistes marxistes redécouvrirent l'apport que pouvaient fournir des théoriciens hétérodoxes comme Kautsky (dont *La question agraire* a été rééditée en 1970). Grâce aux recherches de B. Kerblay, les discussions entre populistes et marxistes du début du siècle en Russie furent redécouvertes et parurent d'une actualité frappante.

De leur côté, les ethnologues d'inspiration marxiste (Meillassoux, Godelier) posaient le problème des rapports entre modes de production différents dans les pays du Tiers-Monde (Terray, Rey), et ouvraient la voie au débat sur la survivance des petites exploitations familiales, dont la pérennité pouvait alors s'expliquer par leur fonctionnement selon une rationalité qui leur est propre et qui se distingue de la rationalité du mode de production industriel. Dans cette ligne, Cl. Servolin a montré que, dans le domaine agricole, la petite production marchande pouvait survivre en marge du mode de production capitaliste : ces deux systèmes ne se concurrencent pas, le second a même intérêt à maintenir le premier pour se réserver les productions les plus rentables. Il est remarquable qu'un non marxiste comme Ph. Mainié se soit interrogé à son tour sur le même problème en étudiant, à l'aide de comptabilités agricoles, les mécanismes et les conditions de la croissance des exploitations dans les années récentes. Il rejoignait par là les préoccupations des sociologues qui étudient la politique de gestion des exploitants agricoles.

Le sociologue se prend parfois à déplorer que l'économiste ait tendance à passer directement du niveau de l'exploitation au niveau national sans prêter suffisamment attention à l'échelon du village ou de la petite région.

Les travaux de S. Wikham sur les comptabilités de village n'ont été ni poursuivis ni repris, bien que J. Cuisenier ait souligné l'intérêt de ce type d'études en s'appuyant sur des exemples étrangers, suisses et indiens notamment. A l'échelon régional ou sectoriel, les études sont peu nombreuses. La monumentale recherche de J. Klatzmann sur la localisation des cultures et des élevages a été suivie par des études sur les disparités régionales de la croissance et sur la spécialisation des productions selon les régions (Pautard et S. Quiers-Valette). Les études par branche sont plus fragmentaires. Le rôle décisif pris par les industries agro-alimentaires et par le crédit agricole dans l'orientation de la production va sans nul doute attirer l'intérêt des économistes, quelles que soient leurs orientations doctrinales. L'équipe de l'INRA dirigée par J. Le Bihan analyse l'intégration des productions agricoles dans le circuit de production alimentaire.

Les processus de pénétration du capitalisme dans l'agriculture qui conduit de façon indirecte le paysan à une situation de prolétaire, a retenu l'attention des sociologues. M. Jollivet et son équipe poursuivent un projet de recherche sur les conséquences, sur les sociétés locales, des productions sous contrats (volailles, légumes, fruits, porcs). Ce nouveau mode de gestion de l'agriculture est analysé comme une innovation technique qui, en s'insérant dans le système social local, crée de nouveaux conflits, un nouveau rapport de forces entre classes dominantes et couches paysannes. Ainsi cette recherche s'inscrit à la fois dans une perspective d'étude historique des rapports entre les classes agraires au XIX^e et au XX^e siècles, et dans une interrogation sur les luttes des classes actuelles dans les sociétés rurales et leur rôle dans la dynamique sociale et politique.

Ce débat sur la spécificité des systèmes agricoles et paysans et sur les conflits de classes, débouche tout naturellement sur les études de politique agricole. Les responsables de la politique agricole française paraissent en fait hésiter depuis trente ans entre deux positions : celle, rationalisante, des économistes favorables à l'exode agricole et à l'industrialisation de l'agriculture d'une part, et d'autre part, celle plus "politique" désireuse de conserver les structures et l'équilibre traditionnel des sociétés rurales, et soucieuse de ne pas compromettre, par de trop fortes tensions, le fonctionnement social et politique actuel de la formation sociale nationale.

Les études des historiens montrent l'ancienneté de ce conflit d'objectifs. M. Augé-Laribé, P. Barral et Gordon Wright ont chacun de leur point de vue analysé les rivalités politiques et idéologiques qui ont opposé, au sein des organisations agricoles, les tenants du modernisme et ceux du conservatisme. Les recherches d'Y. Tavernier sur la politique agricole et les mécanismes de décision en la matière dans la Cinquième République, tendent à montrer que la politique agricole française ne serait en réalité que la juxtaposition de deux séries parallèles de décisions contradictoires, faisant des concessions tantôt aux principes de rationalité économique de la planification, et tantôt à des soucis électoraux.

Cette politique, dont l'un des aspects les plus évidents réside dans le soutien des prix et des marchés, n'a du reste pas toujours les effets que l'on attend d'elle. Loin d'être toujours favorables aux

petits exploitants, ces mesures financières ont au contraire pour conséquence d'accroître les disparités entre exploitations, tout en constituant une charge financière écrasante pour la nation : en soulignant ces aspects de la politique agricole, les travaux de Quaden ont en même temps dévoilé le "double jeu" des représentants de l'agriculture en ce domaine, à la fois "rationalistes" et partisans de mesures sociales.

Sur ces problèmes, les comparaisons internationales ont paru nécessaires à une équipe interdisciplinaire constituée de sociologues, d'économistes et de politistes qui ont demandé à des spécialistes d'une vingtaine de pays européens et extra-européens de s'interroger sur le rapport existant dans ces pays entre les structures sociales des campagnes, les institutions politiques, le jeu du pouvoir et les décisions de politique agraire. Le compte-rendu de l'ensemble de ces recherches a été publié sous la direction de Y. Tavernier et F. Méndras.

REMARQUES FINALES

Quels enseignements tirer de cette trop rapide revue des tendances qui nous paraissent les plus significatives dans les recherches des ruralistes français ? La diversité des approches et des problématiques paraît être le double reflet de l'extrême diversité des situations paysannes en France et de la vivacité des sciences sociales françaises.

Derrière la centralisation unitaire de la nation française, chaque région, chaque village, a conservé son particularisme et son originalité, on pourrait même dire que ces particularismes sont protégés, voire renforcés par la centralisation : le code civil n'a pas tué les coutumes locales, comme l'a bien montré Yver, et la diversité des systèmes politiques locaux, des régimes fonciers, des comportements démographiques ou religieux, soulève l'étonnement sans cesse renouvelé chez l'observateur et offre aux sciences sociales un champ d'études comparatives quasi-expérimental. En effet, sur cette diversité continuent de s'appliquer des décisions nationales (législation ou politique agricole, par exemple) qui n'atteignent jamais le but qu'elles se proposent car elles sont interprétées de façon différentes et suscitent des réactions contradictoires selon les régions : ce jeu continu et réciproque donne l'occasion d'analyser les sociétés locales dans leur fonctionnement et dans leurs relations avec les institutions nationales. Par ailleurs, la masse des études historiques permet de donner une dimension temporelle à cette diversité spatiale et de fournir des schémas de changement à long terme dans lesquels s'inscrivent les transformations actuelles.

Le changement et les innovations techniques, économiques et sociales retiennent de façon prédomi-

nante l'attention des chercheurs dans les différentes disciplines : changement historique, transformation du paysage, stabilité et modifications des comportements démographiques, politiques et religieux, révolution technique agricole, gestion nouvelle des exploitations et emprise croissante du mode de production capitaliste, oblitération du contraste ville-campagne et résurgence des particularismes régionaux.

Diversité et changement caractérisent les sociétés rurales mais aussi les sciences sociales françaises. A la belle confiance qu'économistes, sociologues et psychologues professaient pour leur instrument intellectuel, a succédé une inquiétude profonde. La critique de l'économie politique et de la sociologie dite "américaine" n'a pas été seulement le fait des marxistes mais aussi des "technocrates" qui voyaient leurs outils ne plus mordre sur la réalité.

Certains chercheurs ont trouvé dans l'épistémologie et la formalisation un recours à cette inquiétude ; d'autres, au contraire se sont approchés des historiens et des ethnologues pour se consacrer à l'analyse qualitative et aux études de cas et de mécanismes. Tout naturellement, la paysannerie occidentale et la société villageoise ont fourni un terrain d'où l'on pouvait regarder avec un œil neuf la société industrielle, tandis que l'expérience chinoise amenait à s'interroger sur la place de l'agriculture dans la croissance des pays du Tiers-Monde. Ainsi s'explique sans doute le soudain engouement des sciences sociales françaises pour la paysannerie.

Bibliographie

Le Groupe de Sociologie Rurale du CNRS a établi en 1959 une bibliographie (**Les Sociétés Rurales Françaises**) dont une seconde édition est en préparation ;

La Société Européenne de Sociologie Rurale a mené en 1959 une enquête sur l'état de la sociologie rurale dans différents pays européens (**Sociologia Ruralis I**, 1 printemps 1959).

La Société Française d'Economie Rurale a consacré une session en 1960 à la sociologie rurale (**Economie Rurale** n° 47). Puis elle s'est interrogée, sans sa session d'automne 1972, sur le rôle des économistes ruraux (**Economie Rurale** n° 96, avril-juin 73). **Etudes Rurales** a publié dans son n° 28, octobre-décembre 1967, un état des recherches réalisé par G. Debrégéas-Laurenne, sous la direction de I. Chiva.

Enfin, I. Chiva et P. Rambaud viennent de publier un ouvrage qui fait le point des recherches : **Les Etudes Rurales en France, Tendances et organisation de la recherche** - Paris, La Haye, Mouton, 1972, 367 p.

Les Annales : " Famille et Société " - Numéro spécial, 27^{me} année, n° 4-5, juillet-octobre 1972.

AGULHON (M) : **La République au village** (Les populations du Var de la Révolution à la Seconde République). Paris, Plon, 1970 543 pages.

ALTHABE (G) : **Oppression et libération dans l'imaginaire**. Les communautés villageoises de la côte orientale de Madagascar. Paris, F. Maspero, 1969, 359 pages.

ARIES (Ph) : **Histoire des populations françaises et de leur attitudes dans la vie depuis le XVIII^e siècle**. Paris, Self, 1948, 573 p.

AUGE-LARIBE (M) : **La Politique Agricole de la France**. Paris, A. Michel, 1955, 437 pages.

BAILLEY (F) : **Gifts and poison. The politics of reputation**. Oxford, B. Blackwell, 1971, 318 pages.

BARRAL (P) : **Les Agrariens français, de Meline à Pisani**. Paris, A. Colin, 1966, 386 pages.

BERNOT (L) et BLANCARD (R) : **Nouvelle, un village français**. Paris, Institut d'Ethnologie, 1953. 447 pages.

BERQUE (J) : **Structures sociales du Haut-Atlas**. Paris, PUF, 1955, 471 pages.

BOIS (P) : **Paysans de l'Ouest - Des structures économiques et sociales aux options politiques depuis l'époque révolutionnaire dans la Sarthe**. Le Mans, M. Vilaire, 1960, 717 pages.

BOUCHARD (G) : **Le village immobile : Sennely-en-Sologne au XVIII^e siècle**. Paris, Plon, 1972, 386 pages.

BRUNET (R) : **Les campagnes toulousaines, étude géographique**. Toulouse, Publications de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de Toulouse, 1965, 728 pages.

CHAURAND (J) : **Introduction à la dialectologie française**. Paris, Bordas, Collection " Etudes " , 1972, 288 pages.

CHEVALIER (F) : **La formation des grands domaines au Mexique. Terre et société au XVI^e - XVII^e siècle**. Paris, Institut d'Ethnologie, 1952, 480 pages.

CLARK (T) : **Community structure and decision making : comparative analyses** - San Francisco, Chandler Publishing Company, 1968, 498 pages.

CNRS et Al. : **l'Aubrac - Etude ethnologique, linguistique, agronomique et économique d'un établissement humain**. Paris, Ed CNRS 3 vol., 1970, 1971 et 1972, 309, 317 et 335 pages.

DESROCHES (H) et RAMBAUD (P) : **Villages en développement. Contribution à une sociologie villageoise**. Paris, Mouton, 1971, 413 pages.

DION (M. et M) : **La crise d'une société villageoise. " Les survivanciers " , les paysans du Jura Français (1800-1970)** - Paris, Anthropos, 1972, 401 pages.

DUBY (G) : **L'Economie rurale et la vie des campagnes dans l'Occident médiéval**. Paris, Aubier, 1962, 2 vol., 823 pages.

DUGRAND (R) : **Villes et campagnes en Bas-Languedoc. Le réseau urbain du Bas-Languedoc méditerranéen**. Paris, PUF, 1963, 639 pages.

ETUDES RURALES : " Terroirs Africains et Malgaches " . N° 37, 38, 39. Janvier-septembre 1970.

FRIEDMANN (G) : **Villes et campagnes. Civilisation urbaine et civilisation rurale en France**. Paris. A. Colin, 1953, 481 pages.

GERVAIS (M), SERVOLIN (CI), WEILL (J) : **Une France sans paysans**. Paris, éd. du Seuil 1965, 127 pages (Collection Société, 7)

GODELIER (M) : **Rationalité et irrationalité en économie**. Paris, Maspero, 1966, 296 pages.

GOGUEL (F) : **Modernisation économique et comportement politique d'après un échantillon d'un trentième du corps électoral français**. Paris, A. Colin, 1969, 88 pages.

GOUBERT (P) : **Beauvais et le Beauvaisais de 1600 à 1700. Contribution à l'histoire sociale de la France du XVIII^e siècle**. Paris, SEVPEN, 1960, 653 pages.

GOUROU (P) : **La terre et l'homme en Extrême-Orient** : Paris (nouvelle édition), 1972, 279 pages.

GRATTON (Ph) : **Les luttes de classes dans les campagnes**. Paris, Anthropos, 1971, 483 pages.

Groupe de Sociologie Rurale du CNRS : **Atlas de la France Rurale**, Paris, A. Colin, 1968.

HENRY (L) et FLEURY (M) : **Nouveau manuel de dépouillement et d'exploitation de l'état civil ancien**. Paris, Ed. de l'INED, 1965 183 pages.

HOUEE (P) : **Coopératives et organisations agricoles françaises, éléments de bibliographie (1884-1966)**. Paris, ed. Cujas, 1969, 404 pages.

JOLAS (T), VERDIER (Y), ZONABEND (F) : " Parler famille " , l'Homme. 1970, vol. X, n° 3.

- JOLLIVET (M), MENDRAS (H) : **Les collectivités rurales françaises**. Tome I, Paris, A. Colin, 1971, 222 pages. Tome II (sous presse).
- JUILLARD (E) : **La vie rurale dans la plaine de Basse-Alsace. Essai de géographie sociale**. Paris, Les Belles Lettres, 1953, 583 p.
- KARNOUOH (CI) : "L'oncle et le cousin". **Etudes Rurales**, n° 42, avril-juin 1971.
- KESSELMAN (M) : **The ambiguous consensus. A study of local government in France**. New-York, Alfred A. Knopf, 1967, 201 p.
- KLATZMANN (J) : **La localisation des cultures et des productions animales en France**. Paris, Imprimerie Nationale, 1955, 477 p.
- LEFEBVRE (H) : **Du rural à l'urbain**. Paris, Ed. Anthropos, 1970, 288 pages.
- LE ROY LADURIE (E) : **Les paysans de Languedoc**. Paris, SEVPEN, 1966, 2 vol. 745 pages et annexes.
- LE ROY LADURIE (E) et GOY (J) : **Les fluctuations du produit de la dîme. Conjoncture décimale et domaniale de la fin du Moyen-Age au XVIII^e siècle**. Paris, Mouton, 1972, 398 pages.
- MAINIE (Ph) : **Les exploitations agricoles en France**, Paris, PUF, 1971, 128 pages.
- MALASSIS (L) : **Economie des exploitations agricoles**. Paris, A. Colin, 1958, 302 pages.
- MARCILHACY (Ch) : **Le diocèse d'Orléans au milieu du XIX^e siècle. Les hommes et leurs mentalités**, Paris, Sirey, 1964, 503 p
- MASPETIOL (R) : **Economie paysanne**. Paris. Médicis, 1963, 191 pages.
- MEILLASSOUX (CI) : **Anthropologie économique des Gouros de Côte d'Ivoire**, Paris, La Haye, Mouton, 1964, 383 pages.
- MENDRAS (H) : **La fin des paysans**. Paris, A. Colin, 1970, 296 pages The Vanishing peasant Cambridge, Mass MIT Press, 1971
- MENDRAS (H) et TAVERNIER (Y) : **Terre, paysans et politique**, Tome 1, 1969, 620 pages. T. II, 1971, 303 pages. SEDEIS, Paris
- MORIN (E) : **Commune en France. La métamorphose de Plodemet**. Paris, A. Fayard, 1967, 288 pages.
- PAUTARD (J) : **Les disparités régionales dans la croissance de l'agriculture française**. Paris, Gauthier-Villars, 1965, 180 pages.
- PELISSIER (P) : **Les paysans du Sénégal. Les civilisations agraires de Cayor à la Casamance**. St Yriex, Imp. Fabrègues, 1966, 974 pages.
- PINGAUD (M.C.) : "Terres et familles dans un village du Châtillonnais" **Etudes Rurales** n° 42, avril-juin 1971.
- QUIERS-VALETTE (J) : **Comptabilité interrégionale et secteur agricole**. Paris, A. Colin, 1966, 310 pages.
- RAMBAUD (P) : **Société rurale et urbanisation**. Paris, Ed. du Seuil, 1969, 318 pages.
- RAMBAUD (P) : **Economie et sociologie de la montagne. Albiez-le-Vieux En Maurienne**. Paris, A. Colin, 1962, 297 pages.
- SAINTYVES (P) : **Manuel de folklore**. Paris, J. Thiébaud, 1936, 219 pages.
- SAUTTER (G) : **De l'Atlantique au fleuve Congo. Une république du sous-développement**. Mouton, Paris, 1966. Tome I, 592 pages, Tome II, 582 pages.
- SEGAREN (M) : **La nuptialité et l'alliance. Le choix du conjoint dans une commune de l'Eure**. Mémoire d'Ethnologie Française, 1972, Paris, Maisonneuve et Larose.
- TAVERNIER (Y), GERVAIS (M), SERVOLIN (CI) : **l'Univers Politique des paysans dans la France contemporaine**. Paris, A. Colin 1972, 664 pages.
- VAN GENNEY (A) : **Manuel de Folklore français contemporain**. Paris, A. Picard, Tome 1. I. introduction générale et 1^{re} partie : Du berceau à la tombe - 1943, 372 pages. - II. Du berceau à la tombe (fin) 1946, pp. 373-831. - III. Les cérémonies périodiques cycliques et saisonnières. - 1. Carnaval, Carême, Pâques, 1948, 832-1417. - IV. 2. Cycle de mai, la St-Jean - 1949, pp. 1421-2136. - V. 3. Les cérémonies agricoles et pastorales de l'été, 1951, pp. 2137-2544. - VI. 4. Les cérémonies agricoles et pastorales de l'automne, 1953, pp. 2545-2854. - VII, 1^{re} partie. Cycle des douze jours, 1958, pp. 2855-3166. Tome 3. Questionnaires. Provinces et pays. Bibliographie méthodique. 1937, 552 pages.
- Tome 4. Bibliographie méthodique (fin). Index des noms d'auteurs. Index par province. 1938, pp. 555-1079.
- VARAGNAC (A) : **Civilisation traditionnelle et genres de vie**. Paris, Albin Michel, 1942, 403 pages.
- VIGIER (Ph) : **La seconde république dans la région alpine. Etude politique et sociale**. Paris, PUF, 1963, 2 volumes, 335 et 529 pages.
- WRIGHT (G) : **Rural révolution in France. Peasantry in the twentieth century**. Stanford University Press, 1964, 271 pages.
- WYLIE (L) : **Village in the Vaucluse**. Cambridge (Mass) Harvard University Press, 1957, 345 pages.
- Chanzeaux a village in Anjou**. Cambridge (Mass.) Harvard University Press, 1966, 383 pages.
- YVER (J) : **Egalité entre héritiers et exclusion des enfants dotés. Essai de géographie coutumière**. Paris, Sirey, 1966, 309 pages
- ZINK (A) : **Azereix - La vie d'une communauté rurale à la fin du XVIII^e siècle**. Paris, SEVPEN, 1969, 324 pages.